

HER  
DO  
C  
P  
L  
E  
T  
E

# PRÉSENTATION

## SAHEL, TERRES DE CONFLITS



**ANDRÉ BOURGEOT \***

**D**epuis l'intervention militaire franco-britannique puis celle de l'OTAN en Libye (du 19 mars au 31 octobre 2011) et l'assassinat du colonel Qaddahfi, survenu à Syrte le 20 octobre 2011, l'ensemble de l'espace saharo-sahélien connaît de sérieuses et graves crises qui affaiblissent les États concernés et dont les conséquences sont multiples.

Parmi ces conséquences, l'émergence, l'instauration, puis la diffusion des groupes armés salafistes djihadistes, connaissent une extension rapide qui tend à se pérenniser. La Côte d'Ivoire, pays côtier, est confrontée aux actions du djihadisme armé. Le Mozambique n'y échappe pas.

Un des objectifs de la présentation qui suit traite des conditions d'évolution et de transformation des États concernés confrontés globalement (mais à des degrés différents) aux mêmes problèmes.

Pour ce faire, je m'appuierai sur l'exemple malien (le plus significatif) en proposant de décrire et d'analyser trois entités différentes, à savoir : à quoi sert l'État ? Quelles possibilités pour les

---

\* DIRECTEUR DE RECHERCHE ÉMÉRITE CNRS (UMR 7130), LABORATOIRE D'ANTHROPOLOGIE SOCIALE.

sociétés de pasteurs nomades saharo-sahélien dans les processus d'insertion dans l'économie de marché? Les impacts politico-sécuritaires du djihad armé? Depuis les indépendances, les États en formation ont été confrontés à cinq grands problèmes qui ont entravé leur construction.

## Les États sahéliens en devenir

– *Les plans d'ajustement structurel* dont les premiers programmes débutent en 1982 et dont les conditionnalités s'exercent, entre autres, sur les deux piliers majeurs des sociétés (l'enseignement et la santé). Ils sont animés par le FMI chargé de restructurer les dettes extérieure et intérieure ainsi que par la Banque mondiale chargée du financement des mesures nationales de restructuration et d'ajustement. Ils se traduisent par la libéralisation des prix, des privatisations, la dévaluation du franc de la communauté financière africaine (franc CFA) dévalué en 1994, le recul des fonctions de l'État, etc.

46

– *Les crises climatiques* : les grandes sécheresses de 1969-1973 et leur transformation en famine généralisée, puis celle de 1983-1984 relatées par le Comité d'information Sahel 1975<sup>1</sup> et les villas de la sécheresse qui illustrent le détournement de l'aide internationale<sup>2</sup>.

À l'époque des sécheresses de 1969-1973, les religieux nigériens ont interprété ces « phénomènes naturels » comme une punition De dieu à l'encontre des musulmans qui se sont fourvoyés avec les Occidentaux et qui, de surcroît, faisaient mal la prière et ne respectaient pas suffisamment les préceptes de l'islam : la sécheresse considérée comme un châtement de Dieu.

– *Les coups d'État militaires* « à répétition » et les budgets accordés aux ministères de la Défense.

<sup>1</sup> Qui se nourrit de la famine en Afrique? Le dossier politique de la faim au Sahel, petite collection Maspéro 1975, dénonçant déjà la corruption.

<sup>2</sup> Philippe Decraene, 1984; Maïga, 1997; Rondeau et Bouchard 2007; Samuel Pinaud, *Économie politique de la poudre de lait en Afrique de l'Ouest*, <<https://journals.openedition.org/tc/8832?lang=fr>>; P. Decraene, « La corruption en Afrique noire », *Pouvoirs*, 31 : 95-104, 1984; M. Maïga, *Le Mali, de la sécheresse à la rébellion nomade. Chronique et analyse d'un double phénomène du contre-développement en Afrique sahélienne*, Paris, L'Harmattan, 1997; C. Rondeau & H. Bouchard, *Commerçantes et épouses à Dakar et Bamako. La réussite par le commerce*, Paris, L'Harmattan, 2007.

## PRÉSENTATION

En Mauritanie (1978 ; 1984 ; 2005 ; 2008) : le budget qui a connu une diminution de 49 % en 33 ans (1985-2018).

Au Mali (1968 ; 1991 ; 2012) : avec une stagnation (voire une baisse) de 1980 à 2013 pour atteindre un pic vertigineux en 2015.

Au Niger (1974 ; 1996 ; 1999 ; 2010) : dont le budget a augmenté de 182 % en 43 ans (1975-2018).

Au Burkina Faso (incluant ceux de la Haute volta) (1980 ; 1982 ; 1983 (2) ; 1987 ; 2015) : avec une augmentation de 202 % en 58 ans et une stagnation entre 1995 et 2015.

Au Tchad (1975 ; 1979 ; 1982 ; 1990 ; 2005. 2006) : le budget représente 2,20 % du PIB<sup>3</sup>.

Tous ces États, régis d'une manière dominante par la démocratie électorale, connaissent une militarisation pérenne soit par l'armée française (opération militaire française Serval au Mali) qui a cédé la place à Barkhane à partir du 1<sup>er</sup> août 2014, pour finalement intégrer dans cette militarisation les armées nationales (aux qualités inégales) par la création d'une force conjointe G5 Sahel (FC-G5S) lors d'un sommet qui s'est tenu du 15 au 17 février 2014 par cinq États (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad). Tous ces États ont connu des « putsch » à répétition.

À l'évidence ces pratiques militaires n'ont pas favorisé la démocratie ni consolidé les États en construction.

### – *Le djihad armé*

Sur ces « États vacillants » vient se surajouter le djihad armé d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) créé en 2007 (du vivant d'Oussama ben Laden) par Abdelmalek Droukdel<sup>4</sup>. Aqmi se sanctuarise dans le grand nord désertique malien à l'issue du démantèlement du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) par l'Armée nationale populaire algérienne.

Quant à l'intervention du djihad armé par les groupes salafistes djihadistes, elle s'inscrit dans un contexte global mondialisé qui leur est favorable et qui leur sert de justificatif (de nature différente) en s'appuyant sur cinq faits majeurs :

– *En Occident se développe une islamophobie rampante et sournoise qui ne demande qu'à s'exprimer.*

<sup>3</sup> Cf. Perspective monde, usher. brooke. ca.

<sup>4</sup> Il est tué le 3 juin 2020 à la frontière algéro-malienne (région de Tessalit) par une opération hélicoptérée de Barkhane.

– *La situation de guerre civile en Algérie* qui résulte du refus des autorités étatiques de reconnaître la victoire du Front islamique du salut (FIS)<sup>5</sup> et ses évolutions radicalisées (Groupe islamique armé, Groupe salafiste pour la prédication et le combat, dont les appellations illustrent à merveille leur radicalisation sous des formes et appellations nouvelles (recours aux armes, prêches associés au combat).

– *La persistance de la crise palestinienne* et le soutien de la communauté internationale à la politique expansionniste d'Israël en violation des accords onusiens.

– *Les invasions infondées de l'Iraq et de l'Afghanistan* par des militaires étrangers.

– Et, puis près de nous, *l'intervention guerrière franco-britannique en Libye* qui a précédé celle de l'OTAN, autant d'événements politico-militaires qui ont accentué les processus de déliquescence des États concernés, notamment au Mali.

### *Les stratégies du djihad*

48

La stratégie du djihad armé a consisté à considérer les confins sahariens du septentrion comme épice de la dispersion pour déstabiliser les pouvoirs étatiques, puis se diffuser d'une part sur les 2/3 du territoire national et, d'autre part sur les États environnants (Burkina Faso et Niger) en créant des groupes endogènes qui rendent le combat de plus en plus difficile et confortent l'implantation des groupes armés sur les territoires. Pour ce faire, l'objectif majeur visait à pousser les armées nationales et étrangères (ainsi que les autorités locales) à se retirer vers les zones urbaines, ce qui revient à abandonner d'immenses espaces ruraux aux djihadistes, leur permettant de gagner à leur cause une partie des populations qui s'estiment négligées et trahies par le pouvoir étatique.

Aux katibas (« bataillon ») autonomes qui opèrent sur le territoire national succède une réorganisation du djihad armé qui procède à un rassemblement de ces groupes par la création du GSIM<sup>6</sup> le 1<sup>er</sup> mars 2017, dirigé par le Touareg Iyad ag Ghali

<sup>5</sup> Il remporte 953 communes sur 1539, 32 wilayas (provinces) sur 48, soit 54 % des suffrages exprimés.

<sup>6</sup> Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans. Cette nouvelle structure réunit les émirs d'Ansar Eddin al salafiya, (Iyad ag Ghali) la katiba du Macina (Amadou Koufa)

## PRÉSENTATION

de la région de Kidal (Mali) et dont l'objectif est de contrecarrer l'influence grandissante de l'État islamique au grand Sahara (EIGS) qui a fait allégeance à Daesch (État islamique).

### *Les trois frontières du djihad*

Cette réorganisation participe de la mise en place d'une nouvelle stratégie de dispersion-concentration qui vise à la déstabilisation des pouvoirs centraux qui passe désormais par les frontières qui rayonnent sur trois États. Ainsi, on assiste à un déplacement significatif de l'épicentre septentrional des déstabilisations, où le centre rejoint la périphérie pour former un « épicentre-périphérique » ou à une « périphérie-épicentree », qui agit simultanément sur trois États où la frontière devient l'enjeu majeur de sa disparition afin d'instaurer l'espace d'une gouvernance divine sur lequel s'exercerait le khalifat. Cette hypothèse pourrait être corroborée par le déplacement de l'État islamique au grand Sahara (EIGS qui a fait allégeance à Daesch) vers ces frontières<sup>7</sup>.

Cette stratégie des trois frontières semble également être la conception de Boko Haram qui mêle ses actions au Nigéria-Niger-Tchad avec une extension au Cameroun.

Le Niger est ainsi pris dans un étau djihadiste : au nord-est avec la situation chaotique en Libye, à l'est avec Boko Haram et à l'ouest avec l'EIGS.

Cette stratégie semble se fonder sur la technique de la dispersion assortie de grandes capacités de mobilité et de flexibilité : le djihadisme est une guerre de mouvements perpétuels.

D'une manière plus générale, les attaques aux frontières par ces groupes armés djihadistes ne le sont pas à cause de leur porosité mais, plus fondamentalement, parce qu'elles incarnent une stabilité internationale qui revêt un caractère de norme universelle.

Le salafisme djihadiste récuse les frontières établies dans le monde musulman ; il prône l'instauration d'un État islamique et le

---

Aqmi au Sahara, (Djamel Okacha tué le 21 février 2019), al Mourabitoun. Ils prêtent allégeance à l'émir d'al-Qaïda (Ayman al-Zawahiri), à celui d'Aqmi (Abdelmalek Droukdel tué le 3 juin 2020), ainsi qu'à celui des talibans.

<sup>7</sup> Les trois frontières du Mali-Niger-Burkina Faso. À l'issue de l'attaque djihadiste contre l'armée ivoirienne le 11 juin 2020 à Kolofo à la frontière ivoiro-burkinabée. On assiste ainsi à la création d'un nouvel espace d'intervention djihadiste aux trois frontières Mali-Burkina-Côte d'Ivoire. Et si c'était le Ghana qui était également visé ?

rétablissement du Khalifat. Il est issu de la mouvance radicale des Frères musulmans qui ont rompu avec l'Arabie Saoudite, accusée d'être l'alliée des États-Unis, ce qui n'est pas le cas des salafistes quiétistes.

Face aux stratégies djihadistes, la France oppose une force spéciale dénommée Takouba<sup>8</sup>.

### *Les rébellions armées à dominante touarègue*

En appréhendant l'ensemble de ces faits contextualisés, on observera que ces États n'ont guère eu les possibilités d'affirmer leur autorité et leur souveraineté sur leur territoire national, dont les frontières septentrionales (tracées à la règle) sont particulièrement poreuses.

Enfin, pour ce qui concerne les États malien et nigérien, les cycliques rébellions armées<sup>9</sup> à dominante touarègue interviennent lorsque le pouvoir central est affaibli. Elles déstabilisent les pouvoirs étatiques. Une attention particulière sera accordée à la rébellion indépendantiste du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) dans le septentrion malien en traitant exclusivement du contenu de « l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger » (alias « les Accords d'Alger »).

Le vocabulaire utilisé par la communauté internationale les caractérise comme « États faillis » tout en évacuant l'opportunité de cerner et d'analyser les causalités de ce constat d'« États faillis ».

Entre coups d'État militaires, militarisation de l'espace saharosahélien, rébellions cycliques, djihad armé, plans d'ajustement structurel, ces États ont disposé de peu de temps et de possibilités autonomes pour imposer leur souveraineté.

Cependant, il est opportun de souligner que ces États vacillants sous le poids des pressions internationales auxquelles s'ajoute la corruption généralisée, ont été et demeurent le creuset de la formation des classes sociales et de leur reproduction.

<sup>8</sup> Traduite par « sabre ». Le terme est touareg. Il est la réplique du glaive (et non du sabre) des croisés et des gladiateurs romains.

<sup>9</sup> 1962-1964 au Mali; 1990-1996 au Mali et au Niger; 2006 au Mali, 2007-2009 au Mali et au Niger; 2012 au Mali.

## **Quid de la notion de classe sociale ?**

La valeur sémantique de la notion de classe sociale n'est pas réductible à son acception marxiste : elle n'intervient pas dans le mode d'organisation de la production. Il s'agit d'appréhender la notion en tant que catégorie sociologique soucieuse de s'accaparer les propriétés foncière et immobilière. À cette catégorie est associée la notion de richesse (« classe de riches ») qui n'est pas assimilable à une classe capitaliste dont la dynamique fondamentale résulte de l'unité dialectique des relations antagoniques entre le capital et le travail qui organise les rapports d'exploitation.

Cette « classe de riches » (ministres, députés, hauts fonctionnaires internationaux, consultants, juristes, etc.) en termes de salaires et d'avantages multiples incorpore des modes de consommation, de vie, de pensée et de représentation à caractère idéologique qui, globalement, imitent les classes de l'Occident, avec un pouvoir d'achat inférieur au leur, mais largement supérieur à celui des Africains. Elle concerne en définitive la formation d'une « bourgeoisie parasitaire ».

51

### *Pasteurs nomades sahariens et économie de marché*

Dans les circonstances précédemment décrites, quelles sont les possibilités pour les sociétés de pasteurs nomades sahariens à s'insérer dans les appareils d'État et dans l'économie de marché ?

Les sociétés touarègues serviront d'exemple pour traiter du problème et souligner les moyens que certains groupes ont mis en œuvre pour réussir, selon eux, leur intégration.

Ces sociétés (à l'instar des autres sociétés pastorales de l'espace saharien : maures et arabes) évoluent dans un écosystème pâturé hyperspécialisé, dont les caractéristiques sont la présence d'une population végétale dispersée, relativement homogène et composée d'un faible nombre d'espèces. Ces écosystèmes, soumis à de rudes aléas climatiques, sont particulièrement vulnérables et précaires. En conséquence la capacité de charge de ce substrat écologique est faible et conditionne sensiblement la taille des troupeaux contraints à se disperser afin d'éviter des surcharges pastorales souvent irréversibles et sources de désertisation.

La structure sociale dite « traditionnelle » relève, au plan anthropologique, des systèmes segmentaires dont les dynamiques



sont ancrées sur des pratiques de fusion et de fission des lignages selon les circonstances.

Au plan politique, elles sont très hiérarchisées et régies par une endogamie sociale qui conditionne et confère un statut social immuable déterminé par la naissance (Bourgeot A. 2013).

### Les transformations en œuvre

L'analyse qui suit s'appuie sur ces substrats écologiques et politiques pour en analyser les transformations en œuvre depuis une cinquantaine d'années, qui ont sensiblement bousculé l'édifice politique schématiquement organisé en deux grandes catégories juridiques d'une part les « hommes libres » (aristocrates, tributaires, religieux, artisans, affranchis) et d'autre part ceux qui n'ont pas d'existence sociale, à savoir les anciens esclaves qui relèvent de l'esclavage domestique.

À l'égalité juridique entre tributaires et aristocrates correspond une subordination politique qui était caractérisée par le paiement d'un tribut.

52

Je m'attacherai ici à analyser les transformations des relations entre aristocrates (nobles selon la terminologie journalistique) et tributaires (« vassaux » selon la même terminologie).

La contradiction principale se manifeste entre les tributaires incarnés aujourd'hui par le GATIA<sup>10</sup> et ses alliés, farouchement opposés à l'aristocratie locale représentée par la chefferie ifoghas et alliés. Cette contradiction s'est d'abord exprimée par la voix démocratique électorale<sup>11</sup>, qui crée les conditions d'une autonomie du politique des tributaires dégagés du carcan juridique dans lequel le système politique traditionnel les cantonnait. Ce renversement du rapport social devient antagonique et se métamorphose en opposition armée aux allures qui ne relèvent pas de luttes microcholines. L'objet de cette lutte intratribale n'est plus celui d'un antagonisme fondé sur des statuts sociaux, mais d'un côté les tributaires progouvernementaux et de l'autre l'aristocratie regroupée au sein de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)

<sup>10</sup> Groupe d'autodéfense touaregimghad et alliés, créé le 14 août 2014 consécutivement à la défaite de l'armée malienne lors de la bataille de Kidal le 21 mai 2014.

<sup>11</sup> Le gouverneur de Kidal (de 2005 à 2010) était un Amghid (pl. Imghad) originaire de la région.

## PRÉSENTATION

composé d'ex-rebelles indépendantistes. Ainsi la contradiction principale tributaires/aristocrates qui s'était nouée autour du troupeau dans le système de production pastoral prend une nouvelle forme.

Ce qui change dans les logiques politiques et économiques touarègues :

– Dans la structure traditionnelle : les rapports de domination passaient par le contrôle des hommes, car en les soumettant, les conquérants touaregs contrôlaient simultanément leurs territoires car les humains et la société sont considérés comme des appendices du territoire.

– Dans les situations actuelles, les logiques politiques sont inversées. En effet, en contrôlant des territoires, les conquérants contrôlent des groupes sociaux organisés en sociétés.

### *Le rôle des cessez-le-feu pour apaiser les antagonismes armés*

Dans la logique politique endogène, il s'agit d'une trêve (qui n'est pas faite pour être respectée...). Dans les logiques endo-exogènes, l'alternance des cessez-le-feu-trêve (à Anefis et à Tabankort) est faite pour rassurer la communauté internationale (pas plus...), ce qui illustre en même temps une politique de grignotage visant à s'assurer la maîtrise de parcelles du territoire<sup>12</sup>, dont des espaces d'acheminement des drogues illicites (cocaïne, cannabis, médicaments) : on ne cherche plus à contrôler des humains appendices du territoire ni des territoires pour contrôler des hommes, mais des drogues pour créer des territorialités éphémères à défendre par les armes dans le cadre de luttes intra-tribales qui remettent en cause l'édifice politique traditionnel.

53

### *Quelles transformations ?*

Dans un contexte de paix, la transmission du pouvoir se fait dans le cadre normatif des lignages<sup>13</sup> constitutifs de chefferies locales qui, à la faveur d'élections libres, votent pour les représentants du pouvoir en place dont ils sont membres par leur adhésion au parti

<sup>12</sup>Et donc de créer de nouvelles territorialités.

<sup>13</sup>Groupe de filiation unilinéaire dont les membres se réclament d'un ancêtre commun connu et confirmé par des liens généalogiques.

politique du président de la République. Cette pratique vise à consolider leur pouvoir local qui sert de relais au pouvoir étatique.

Dans les circonstances actuelles, pour des raisons diverses (notamment les contextes internationaux), la chefferie touarègue des Ifoghas tend à se soustraire de la tutelle politique de l'État central au profit d'exigences indépendantistes qui passent par des revendications territoriales, à savoir l'Azawad<sup>14</sup>, légitimé par un discours anticolonial anachronique dénonçant la colonisation du fantasmatique Azawad, présenté comme le territoire de leurs ancêtres touaregs. L'objectif est la reconquête légitime d'une spoliation historique perpétrée par la colonisation malienne, justifiée par l'idéologie véhiculée par le GITPA<sup>15</sup>.

Les revendications de l'indépendance de l'Azawad, qui est une guerre de conquête territoriale, annonce en fait une modification des frontières actuelles par l'émergence d'un nouvel État, en l'occurrence refusé par tous.

En revanche l'Azawad réapparaît dans le contenu des Accords d'Alger<sup>16</sup>, dont l'architecture divulgue la mise en place de « régions-États » et porte à terme la nécessité de nouveaux découpages territoriaux à caractère administratif qui, compte tenu de la mosaïque ethnique qui prévaut au Mali, risquent d'apparaître comme une territorialisation de l'ethnicité.

Les régions-États initient la disparition de l'État unitaire au profit d'un fédéralisme qui n'écrit pas son nom ... Elles vont générer des processus d'éclatement de la nation (déjà mise à mal) qui était le ciment du « vivre ensemble », alors que le fédéralisme dans un contexte d'État déliquescents en est le poison et le déclencheur d'affrontements interethniques et intertribaux par des minorités ethniques.

Quelle crédibilité auront ces régimes malmenés par une démocratie plus que douteuse pour gérer d'autres crises cumulatives telles que le défi climatique ou la question migratoire ?

<sup>14</sup>Il s'agit d'une imposture historique (il n'y a jamais eu de chefferie ni de royaume ni d'empire de l'Azawad) et d'une construction politique fantasmatique.

<sup>15</sup>Groupe international de travail pour les peuples autochtones (GITPA) qui relève de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones sur leurs terres, leur territoire et leurs ressources.

<sup>16</sup>Paraphés par les belligérants le 14 mai 2015 et signés le 15 juin.

La période actuelle est celle du désordre généralisé qui témoigne du délitement des anciens schémas, dont un des aspects est l'organisation collective illustrée par l'État-nation, les droits de l'homme, qui reculent sensiblement au profit des individualismes, dont le repli sur des tribus et/ou des ethnies identifiées est présenté dans une approche essentialiste comme des « identités premières ». C'est dans ce contexte que le recours à des formes de fédéralisme veut poindre comme le phénomène régulateur de la crise systémique du capitalisme mondialisé. Il éclaire déjà une sorte de fragmentation de cette mondialisation capable de s'adapter aux conditions dans lesquelles elle intervient, mais qui aspire à devenir globales.

Au plan économique, la production pastorales s'inscrit dans une économie domestique dont les dynamiques n'ont pas capacité à créer les conditions d'insertion dans l'économie de marché capitaliste.

### *Le rôle du bétail*

Pour ce faire il faudrait que le bétail se transforme structurellement en marchandise afin de monétariser la production pastorale, ce qui exige un accroissement de la taille des troupeaux et de nouveaux modes de leur gestion. Or, pour des raisons d'ordre écologique, les écosystèmes pâturés ont une faible capacité de charge pastorale, limitant sensiblement la taille des troupeaux dans ces confins sahariens.

Ces facteurs limitants, trop souvent perçus et vécus par des éléments de ces sociétés comme relevant de la discrimination ethnique, accusent le pouvoir étatique de créer une marginalisation économique à fondement ethnique : c'est là une des sources des rébellions armées à dominante touarègue dans ces représentations.

Face à ces phénomènes écologiques et à la rationalité économique de ces sociétés, de nouvelles circonstances ont permis de dépasser ces facteurs limitants en ralliant les circuits d'acheminement d'une marchandise mondialisée, à savoir les drogues illicites (cocaïne, cannabis).

### *Le rôle de la drogue*

À cet égard, il semblerait qu'il y aurait une division des tâches dans le trafic frauduleux des drogues. En effet, certains groupes arabes contrôleraient les réseaux tandis que des petits groupes

touaregs seraient chargés de l'acheminement, notamment sur l'axe ouest-est (Mali-Algérie-Libye-Égypte-Israël-Europe) assorti de postes relais.

Certains cadres des rébellions indépendantistes et de groupes d'autodéfense ne sont pas étrangers à ce trafic particulièrement lucratif. C'est ainsi que d'importantes sommes d'argent sont investies dans le foncier et l'immobilier, non dans ce qu'ils considèrent comme un territoire touareg (l'Azawad), mais à Bamako, capitale du Mali qui, selon leur propagande, a colonisé ce territoire de leurs ancêtres...

Pour des raisons différentes, on assiste à l'affirmation d'une classe sociale fondée sur la fraude au plan économique et, au plan politique, ils siègent en tant qu'ex-rebelles indépendantistes, au sein d'instances régulières<sup>17</sup>.

Ainsi, du nord au sud, les conditions d'insertion dans le système capitaliste mondialisé passent par la création de « bourgeoisies prédatrices parasitaires » fondées et adaptées aux réalités locales, dont les comportements de consommateurs sont identiques et concernent des intérêts communs « transethnique » ...

## Conclusion

En définitive, le cas du Mali témoigne que :

– L'État est le creuset de la formation des classes sociales associée à un affaiblissement des corps intermédiaires (voire leur lente disparition) comme les syndicats ou les partis politiques se réclamant de la démocratie réduite à un mode d'accession au pouvoir sans intention de la mettre en œuvre...

– Les groupes armés (ex-rebelles indépendantistes) constituent la matrice de nouvelles catégories sociales et l'apparition de nouveaux leaders autoproclamés.

– Les groupes armés djihadistes sont actifs dans « l'islam business » qui n'est pas opposé au système dit libéral et aux capacités à maintenir leur ordre social « divin », plus que de garantir les libertés...

Ces trois entités (de natures différentes) s'inscrivent toutes avec leurs spécificités, par la violence armée ou sociale (par la

---

<sup>17</sup>Les membres du Comité de suivi de l'Accord de paix gagneraient entre 1 400 000 Fcfa et 2 200 000 Fcfa par mois, (1€ = 655 Fcfa), c'est-à-dire plus qu'un ministre. Alors qui aurait intérêt à faire appliquer rapidement ces accords ?

richesse matérielle) formatrice de « bourgeoisies parasites », dans le système économique du capitalisme mondialisé qui exporte ses crises, sa violence et dévoile l'arrogance des enrichissements spectaculaires.

L'ensemble de ces processus stipule une mauvaise gouvernance structurelle incluant la corruption généralisée (tolérée par la communauté internationale), dont un des aspects est le blanchiment et la généralisation de la monnaie en tant que marchandise comme une autre mais non assortie d'une généralisation du salariat et sans incidence positive sur le chômage endémique.

Si l'on considère la réorganisation politique de l'État unitaire au profit du fédéralisme larvé contenu dans les Accords d'Alger, alors les États-nations peuvent être les remparts contre l'élargissement des dynamiques néolibérales, (c'est-à-dire contre la subordination grandissante du politique à l'économique) et le fédéralisme comme agent de leur renforcement. Le Mali apparaît alors comme une manifestation de la crise systémique de la mondialisation capitaliste.